

Histoire de chiffres. Notes sur la renaissance de l'arithmétique politique

In: Genèses, 9, 1992. pp. 107-113.

Citer ce document / Cite this document :

Brian Éric. Histoire de chiffres. Notes sur la renaissance de l'arithmétique politique. In: Genèses, 9, 1992. pp. 107-113.

doi : 10.3406/genes.1992.1142

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1992_num_9_1_1142

Histoire de chiffres

Note sur la renaissance de l'arithmétique politique

Éric Brian



1. Mes arguments ont gagné à être soutenus en 1991 à l'EHESS au séminaire de M. Aymard, J.-Y. Grenier et G. Postel-Vinay.

L'échange paru dans les colonnes du *Courrier des statistiques* a tout lieu d'éveiller l'attention de ceux que préoccupent aujourd'hui les chiffres et leurs usages dans les sciences sociales. Au scepticisme documenté d'Alain Desrosières s'oppose l'habile volontarisme de Claude Thélot et Olivier Marchand. La configuration fait songer aux critiques accumulées depuis deux décennies à l'encontre de l'économisme et du quantitativisme en histoire. A moins qu'on ne discerne dans un ouvrage abondamment fourni en tableaux et graphiques un signe précurseur additionnel de la montée d'un nouveau positivisme.

Plus versé dans la pratique et dans l'histoire des sciences sociales que dans la mesure de la population active, je ne discuterai pas les conclusions du livre. Je commenterai seulement le débat qu'il a occasionné¹. Voici mon point de départ : nous sommes en présence de deux positions fermement exprimées par des administrateurs de l'INSEE lors d'une séance du «Séminaire de Recherche» tenu dans cette institution, et finalement publiées dans un organe spécialisé. Le déplacement des deux textes vers les colonnes de *Genèses* me paraît devoir être interrogé.

Voici nos administrateurs encore couverts de la poussière des documents statistiques anciens qu'ils ont brassés, les uns pour en extirper des indicateurs sur une assez longue durée, l'autre pour explorer l'histoire du savoir-faire qui caractérise l'institution. Saluons au passage ce double mouvement : peu commun, il est de la plus grande utilité. Mais le débat se ressent du parallélisme entre les deux démarches. Dans un institut où l'on ne s'occupe pour l'essentiel, à tort ou à raison, que de conjoncture, d'actualité et de prévision, où le passé n'a le plus souvent d'intérêt qu'inséré dans les premiers chiffres des séries chronologiques utiles depuis trois ou quatre décennies, ceux attentifs à une plus longue histoire sont localement sur la défensive.



2. Voir *Pour une histoire de la Statistique*, Paris, INSEE–Economica, 1977-1987, 2 vols.

3. La bibliothèque et les archives de l'INSEE font de leur mieux, mais il est triste de dire qu'elles trouvent peu de soutien si ce n'est de la part de rares historiens de l'«extérieur». Voici l'occasion pour d'alerter les administrateurs sur une «mission de service public».

4. Voir à cet égard les jeux de références bien différents dans les notes de trois articles du numéro IV-3/4, 1989 de *Histoire et Mesure* : B. Lepetit, «L'histoire quantitative...», p. 191-199 ; E. Brian, «Statistique administrative et internationalisme statistique...», p. 201-224 ; A. Desrosières, «Comment faire des choses qui tiennent...», p. 225-242.

5. Pour ne mentionner que ce qui relève de l'histoire des dénombrements et outre les ouvrages déjà cités, voir I. Hacking, *The Emergence of Probability*, Cambridge, Cambridge University Press, 1975 ; D.A. MacKenzie, *Statistics in Britain, 1865-1930*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1981 ; St.M. Stigler, *The History of Statistics*, Cambridge, Harvard University Press, 1986 ; T. Porter, *The Rise of Statistical Thinking, 1820-1900*, Princeton, Princeton University Press, 1986 ; L. Daston, *Classical Probability in the Enlightenment*, Princeton, Princeton University Press, 1988 ; A. Hald, *A History of Probability and Statistics*, New York, Wiley, 1990 ; I. Hacking, *The Taming of Chance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

En France : J. et M. Dupâquier, *Histoire de la Démographie*, Paris, Perrin, 1985 ; M.-N. Bourguet, *Déchiffrer la France*, Paris, E.A.C., 1988 ; J. Mairesse (éd.), *Estimations et Sondages*, Paris, Economica, 1988 ; le bilan publié dans «Histoire du calcul des probabilités et de la statistique (1982-1991)», *Mathématiques, informatique et sciences humaines*, 29^e année, n° 113, 1991, p. 57-75 et le numéro n°2-1991 de la *Revue de Synthèse*.

6. *Revue Générale d'Administration*, 1895.

7. «Peut-on évaluer la population de l'ancienne France ?», *Revue d'Economie politique*, 1924.

8. Voir par exemple son texte peu connu : «Des possibilités de recherches statistiques historiques. Note introductive», *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, La Haye, 1931, vol. 25.

9. Voir l'introduction de J.-Cl. Perrot à la réédition de *La Crise de l'Économie Française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, Paris, P.U.F., 1990 (1^{ère} éd. 1944), destinée autant aux économistes qu'aux historiens.

10. Chaque exemple, auxquels ont œuvré La Michodière, puis Moreau de Jonnés ou Levasseur, a sa place dans la série numérique publiée depuis 1836 par la Statistique de la France, puis l'INSEE.

Depuis les années 1970, on doit à A. Desrosières, tout comme à J. Mairesse ou M. Volle, d'avoir beaucoup œuvré pour «une histoire de la statistique»². Il ne peut qu'exprimer ses réticences à l'égard de collègues qu'il voit naviguer dans les recueils anciens en déployant un savoir-faire propre à l'économiste contemporain plutôt qu'à l'historien des catégories de la statistique. O. Marchand et Cl. Thélot, de leur côté, ont calculé courageusement et trouvent cette tiédeur exagérée. Dans le contexte institutionnel du débat, il leur est facile de stigmatiser ce qu'ils qualifient de «relativisme intégral». Ce faisant, ils ruinent le chantier de l'histoire des savoirs et des savoir-faire statistiques dont les historiens peuvent tirer le plus grand fruit. Je ne peux donc qu'approuver les mises en garde de Desrosières en prenant toutefois acte de l'ampleur du travail des économistes et de la finesse de certains de leurs procédés. Les scrupules des habitués de la documentation tout comme les critiques que les historiens de l'économie ne manqueront pas de leur adresser appellent non pas le dédain mais une véritable discussion historiographique et méthodologique que peut favoriser l'initiative prise par *Genèses*.

Mais le débat du *Courrier des statistiques* n'est pas le mien, et ce pour trois raisons :

1 – L'emprise de logiques internes à l'institution me semble trop forte. On vient de le voir, et on peut en juger *a contrario* en observant la jachère dans laquelle est tenu le fonds historique de la bibliothèque de l'INSEE, pourtant fort riche du fait de l'activité de l'ancienne Statistique Générale de la France et des échanges documentaires internationaux que les bureaux spécialisés ont entretenu notamment entre 1850 et 1950³.

2 – Des précédents me rendent prudent. Ainsi, malgré son caractère indiscutablement novateur en son temps, le colloque qui servit de base à l'ouvrage *Pour une histoire de la statistique* (INSEE, 1976), fut l'occasion d'un rendez-

vous manqué entre statisticiens en quête d'histoire et historiens familiers des dénombrements. Il s'est agi d'éclairer rétrospectivement les pratiques des administrateurs (ce n'était bien sûr pas inutile) mais pas d'ouvrir un véritable dialogue dans lequel les historiens auraient eu des demandes précises à formuler alors même qu'ils sortaient de longues années de doutes et de conflits sur l'usage de nomenclatures socio-professionnelles pour la période moderne. Vingt ans plus tard, le dialogue de sourds me semble perdurer⁴. Je ne désespère pas cependant. Lentement depuis quinze ans, ont été assemblées certaines des conditions nécessaires pour de véritables échanges⁵.

3 – Enfin le débat, tel qu'il se joue aujourd'hui à l'INSEE, me paraît obsolète chez les historiens. Seul le succès croissant de l'histoire économique et démographique entre 1930 et 1970 nous fait oublier l'intensité de discussions comparables mais anciennes aux mêmes frontières entre histoire et statistique. Avec pour seuls outils des tableaux et les quatre opérations arithmétiques, A. des Cilleuls ne déployait pas moins d'énergie et d'ingéniosité que O. Marchand et Cl. Thélot (dotés pourtant d'autres moyens de calculs) dans ses *Études et relevés sur la population française avant le XIX^e siècle*⁶, alors que trente ans plus tard H. Sée mettait en doute ce genre de tentatives⁷. Alors, on recommence ? Il faudra explorer les voies prises par Fr. Simiand⁸, M. Halbwachs, et E. Labrousse⁹...

Ce chemin parcouru, nous pouvons apprécier sans télescopage ni ellipse les arguments donnés dans le *Courrier des statistiques*. Desrosières a raison d'inventorier une série de dérapages sur les catégories, pas toujours bien contrôlés par ses collègues. Marchand et Thélot défendent justement une préoccupation pour des ordres de grandeur en n'ignorant pas qu'il faut faire avec les incertitudes et les flous. Mais faut-il leur accorder leur première proposition ? C'est un postulat, rien de plus. On

aimerait en savoir plus sur cet «assez peu liées». Faut-il embrasser la métaphysique des conventions et du codage qui était l'argumentaire d'A. Desrosières ? Si on la met en doute, son propos n'apparaît plus que comme un habile montage de traits souvent pertinents, effectué sous la contrainte de l'acceptation par un public statisticien.

Les deux postulats des protagonistes du débat, quoique divergents, ont un point commun : ils escamotent l'historicité des nombres mêmes, non pas seulement celle des catégories statistiques de classement. Il s'agit en effet de savoir si les mêmes chiffres peuvent être entendus à l'identique pendant deux siècles. C'est la question de l'intelligibilité des documents anciens. Elle se pose tout particulièrement aux historiens. Elle doit être traitée par eux comme telle, c'est-à-dire comme un objet historique. On est dès lors conduit à constater un double phénomène :

1 – que des catégories mentales comme la comparabilité, l'additivité, la prévisibilité sont susceptibles de variations historiques. Ce sont là, pour parler à la manière d'E. Panofsky, des formes symboliques susceptibles de la même historicité que la vision perspective en peinture. Je prends l'exemple des chiffres de population en général qui pendant toute la période considérée (1800-1990) ne sont pas soumis à des variations de conventions comparables à celles qui affectent la mesure de la population active. Bien qu'ils ponctuent les séries rétrospectives de l'INSEE et qu'ils nous soient recevables comme relevant d'un même outillage mental (le nôtre, à peu près stabilisé depuis la fin du XIX^e siècle), ces chiffres ont trouvé jadis des sens accomplis mais spécifiques : vers 1786, il s'agissait de mesurer le peuplement différentiel sur le territoire du royaume, vers 1836, on voulait comparer la France du moment à celle du XVIII^e siècle, vers 1889, il fallait instaurer la réalité de la population française¹⁰.

2 – que l'histoire de la division sociale du travail de production de ces catégories mentales (et par contrecoup des catégories statistiques) est très exactement celle des partages entre administration et sciences (et des partages entre les sciences). Or, pendant les trois derniers siècles, les disciplines scientifiques et les dispositifs administratifs ont profondément changé. Ces transformations de structure ont modifié les usages et les sens des dénombrements.

Voici deux exemples que j'interpréterai ensuite pour prolonger mon commentaire.

1 – La fin du XVIII^e siècle est en France le temps fort de l'établissement et de l'institutionnalisation d'une nouvelle division sociale entre savants et administrateurs dont les produits sont autant les diverses tentatives de dénombrements administratifs des années 1780-1830, que la réorganisation systématique des connaissances mathématiques et physiques autour d'un savoir-faire savant particulier (l'analyse mathématique), et l'établissement d'une théorie analytique du calcul des probabilités susceptible d'applications aux sciences politiques et morales. Il s'agit d'une transformation d'ordre structurel dont les effets sont pour l'essentiel (d'un point de vue historique ou sociologique) des institutions et des modes de raisonnement (par exemple des enseignements, des théories, des priorités empiriques). Schématiquement : avant (disons vers 1760) dénombrer et comparer les choses et les hommes est un projet administratif récurrent mais vain, c'est aussi une spéculation savante discutable ; après (disons vers 1820) le même but est une illusion administrative réaliste et une conviction savante largement partagée¹¹.

2 – Les années 1850-1870 sont un intense moment de collaboration internationale des principaux bureaux de statistiques, principalement en Europe. Ces échanges sont les manifestations d'un processus d'autonomisation de la statistique administrative vis-à-vis de ses



11. Voir mon livre *La Mesure de L'État. Géomètres et réforme administrative à la veille de la Révolution*, Albin-Michel (à paraître, janvier 1993).

12. Voir mon article cité à la note 4.

13. Voir le chapitre 3 de leur livre et par comparaison les *Recherches sur la population de la France* de Messance (1768) ou les *Recherches et considérations sur la population de la France* de Moreau (1778), les sommets français du genre.

deux principales déterminations sociales : ses tutelles gouvernementales et ses modèles scientifiques ou universitaires. De ce processus est issue une vaste panoplie de procédures de dénombrements administratifs conçue pour assurer la comparabilité des résultats (but partiellement réalisé qui explique les analogies des statistiques administratives nationales depuis lors) ; une historiographie de la statistique (celle des organisations administratives) ; et surtout une légitimité spécifique des chiffres produits¹².

Voici deux motifs, on pourrait en concevoir d'autres, qui contribuent aux difficultés que nous pouvons rencontrer devant des dénombrements anciens (antérieurs à 1880 pour choisir un point de repère). Ce n'est pas un problème de flou, d'imprécision, ni de convention plus ou moins assurée, trois critères trop généraux pour être ici efficaces. C'est une question d'anachronismes qui touchent autant les traces de calculs que les dispositifs mentaux qui s'y ajustent ou y ont été ajustés. Pendant les deux siècles sur lesquels court l'étude de O. Marchand et Cl. Thélot, les conditions historiques (ou sociales comme on voudra) d'objectivation des phénomènes sociaux ont beaucoup varié. De ces variations nous avons seulement aujourd'hui quelques indices. Ils font voir comment on peut comprendre des chiffres anciens sans les considérer comme imprécis ou infondés. Il nous faut connaître au moins certaines des modalités de ces objectivations anciennes pour savoir comment raisonner sur celles que nous pouvons élaborer aujourd'hui rétrospectivement. A cette condition on peut confronter, et éventuellement comparer, des constructions d'objets anciennes ou récentes en jouant sur des variations enfin identifiables.

Le cadre analytique des conventions que propose A. Desrosières a pour seule vertu de mettre en évidence quelques aspects de la complexité des phénomènes que je viens de

décrire. Il n'est donc pas d'un réel secours. Pour celui que l'épistémologie des dénombrements intéresse, la question est réglée avant même d'avoir été posée : il présuppose un niveau d'abstraction commun sous lequel on peut considérer les différentes conventions, chose indéfendable d'un point de vue historique. Pour l'historien soucieux de l'objectivation de phénomènes anciens, elle conduit au renoncement. O. Marchand et Cl. Thélot, quant à eux, se contentent de nier *a priori* les effets des transformations que je viens de brosser hâtivement.

Mais cette cécité a une vertu heuristique. Dotés de moyens et d'instruments qui leur ont assuré une productivité sans commune mesure avec celle de leurs prédécesseurs ou de leurs contemporains historiens, ils ont fondé leur raisonnement sur l'identification et l'utilisation systématiques de régularités de dénombrements, retrouvant des manières empiriques antérieures aux transformations que j'ai décrites. O. Marchand et Cl. Thélot travaillent avec des ordinateurs et des graphiques, mais à la manière de leurs homologues du XVIII^e siècle versés en arithmétique politique¹³. En d'autres termes je crois qu'ils ont raison de chercher à dépasser l'apparent nominalisme des catégories, mais leur défense ne tient pas.

Pour autant que les exemples que j'ai cités permettent de tracer une ébauche des transformations historiques des conditions sociales d'objectivation des phénomènes sociaux, on peut avancer que la statistique administrative telle qu'on la pratique depuis un siècle à la Statistique Générales de la France puis à l'I.N.S.E.E. comporte un modèle épistémologique bien particulier : celui du dénombrement supposé exhaustif et comparé de tout ce qui compose l'entité étudiée (ici la population en France). Ce modèle a sa logique. Il comporte donc une construction d'objet spécifique, une bonne manière de construire la

mesure des hommes et des choses comme on aurait dit à la fin du XVIII^e siècle. Cette mesure, je prends le mot dans l'acception savante de l'époque, cette construction d'objet particulière, pour utiliser cette fois le vocabulaire de l'épistémologie des sciences sociales, a une propriété remarquable : elle est ajustée, d'un point de vue historique, à l'action de l'État et parfaitement articulée avec d'autres procédés scientifiques, mathématiques pour l'essentiel¹⁴. Un dénombrement statistique produit selon des règles administratives n'a pas d'autre légitimité.

Qui aujourd'hui se préoccupe du statut de l'objectivation dans les sciences sociales me paraît en droit de se demander si, dans le modèle que les statistiques et l'économie ont fourni aux historiens ou aux sociologues somme toute récemment, la légitimité sociale de cette « mesure de l'État » n'a pas tenu lieu de légitimité scientifique. Comment mettre à l'épreuve cette conjecture ? Deux voies se présentent.

1 – Prolonger et systématiser une enquête historique sur les formes sociales d'objectivation des phénomènes sociaux. J'ai déjà dit qu'en quinze ans beaucoup a été fait. Il reste beaucoup à faire en jouant sur des variations expérimentales chronologiques bien sûr, mais aussi sur diverses configurations de la division sociale du travail d'objectivation¹⁵.

2 – En encourageant des tentatives expérimentales dont O. Marchand et Cl. Thélot fournissent un exemple¹⁶. On peut ainsi confronter sur les mêmes matières empiriques des formes d'objectivations fondées sur des procédés et des dispositifs mentaux divers. Mais la comparaison des objets ainsi produits ne relèvera effectivement d'un savoir-faire raisonné que si l'on sait maîtriser les anachronismes que comportent toujours les déplacements entre diverses modalités d'objectivation des phénomènes anciens. Ainsi ne perdons pas de vue l'intention première, objectiver rai-



14. Cette propriété permanente a pris des formes diverses pendant deux siècles. Ce serait une longue histoire.

15. On rejoint ici les sociologues quand ils se donnent les moyens de jouer sur des procédés d'objectivation diversement formalisés (statistique d'État, enquêtes *ad hoc*, entretiens, photographies...).

16. Voir aussi l'article de M. Gribaudi et A. Blum dans le numéro 6-1991 des *Annales*, E.S.C.

sonnablement les phénomènes sociaux en pleine conscience des limites des procédés purement formels. Et donc gardons-nous de nous abandonner à la restauration néo-positiviste qui s'annonce.

Les analogies avec la perspective en peinture fournissent finalement une riche métaphore : il faut être aussi expérimental que les peintres contemporains. Il y a ainsi quelque chose d'hyper-réaliste dans la «population active» que O. Marchand et Cl. Thélot

donnent à voir. Mais d'autres genres restent à explorer. Le débat du *Courrier des Statistiques* met leur œuvre en présence d'un expert qui nous explique que tout ça n'est jamais que de la toile, de la pâte et du bricolage, observations pertinentes mais sévères car l'œuvre est intéressante. Pour un peu on se croirait à l'Académie des Beaux-Arts vers 1860. On conçoit qu'il ne s'agit pas d'art naïf, mais on peut craindre, en lisant la défense des auteurs, d'avoir affaire à d'habiles amateurs désireux d'être primés.